



**RESEAU
LIBERAL
AFRICAIN**
AFRICA LIBERAL NETWORK

GONG LIBÉRAL AFRICAIN



**NEWSLETTER
JANVIER à
MARS 2024
PREMIÈRE
ÉDITION**

»»» ÉDITORIAL

Chers membres du Réseau Libéral Africain,

Alors que nous entamons la première édition du bulletin d'information de l'ALN pour 2024, je suis heureux de réfléchir aux progrès significatifs que nous avons accomplis pour tracer la voie à une action progressiste et faire progresser les valeurs libérales à travers le continent africain.

Tout d'abord, bonne Journée internationale de la femme à toutes nos femmes libérales. Nous célébrons tous les pas de géant accomplis par les femmes à travers le continent.

Notre récente Assemblée générale a constitué un moment charnière pour l'ALN, fournissant une plateforme pour des discussions solides et une planification stratégique. Nous sommes sortis de l'assemblée avec une détermination renouvelée à s'attaquer aux problèmes urgents auxquels notre région est confrontée, de la promotion de la démocratie et des droits de l'homme à la promotion du développement économique et de la justice sociale.

L'une de nos initiatives clés cette année est la création de comités clés au sein de l'ALN. Ces comités joueront un rôle essentiel pour relever des défis critiques et susciter des changements positifs dans des domaines tels que le commerce, l'État de droit et les droits de l'homme. En favorisant la collaboration et l'innovation, nous visons à renforcer la capacité des partis politiques libéraux et à améliorer leur capacité à apporter des changements significatifs dans leurs pays respectifs.

Dans le cadre de nos efforts continus pour lutter contre la désinformation et sauvegarder l'intégrité des processus électoraux, l'ALN s'est associée à la Westminster Foundation for Democracy. Par ailleurs, nous nous sommes associés à l'Alliance démocratique, à la Fondation Friedrich Naumann et au Programme danois pour la démocratie libérale pour une mission d'observation électorale en Afrique du Sud. Ces collaborations soulignent notre engagement à promouvoir la transparence, la responsabilité et les principes démocratiques.



Je dois également souligner l'importance pour les partis membres de remplir leurs obligations d'adhésion. Votre paiement ponctuel des cotisations garantit la durabilité de notre organisation et nous permet de poursuivre notre travail vital pour faire progresser les valeurs libérales à travers l'Afrique.

Enfin, je suis heureux de partager des nouvelles de notre région, soulignant à la fois les défis et les réalisations dans notre quête collective d'une Afrique plus juste, plus prospère et plus démocratique. Ensemble, nous avons le pouvoir d'apporter des changements positifs et de bâtir un avenir meilleur pour les générations à venir.

Merci pour votre soutien continu et votre dévouement au Réseau Libéral Africain. Allons de l'avant avec un engagement et une détermination sans faille alors que nous nous efforçons de faire une différence significative dans la vie de millions de personnes sur notre continent.

Cordialement,

Me Gilbert Noël Ouédraogo
Président de l'ALN

»»» L'ALN TRACE LE CAP POUR UNE ACTION PROGRESSISTE EN 2024

Le comité exécutif du Réseau Libéral Africain (ALN) s'est réuni en mars 2024 pour délibérer sur les plans d'activités essentiels de l'organisation pour l'année en cours. Les résolutions notables comprenaient l'adoption d'un logiciel de gestion financière pour améliorer la gestion financière de l'ALN. Crucial pour soutenir les opérations de l'ALN et exécuter le programme multiforme de l'ALN, l'EXCOMM a révisé et adopté les cotisations des membres pour 2023 et 2024. Il convient de noter la décision de créer un groupe de travail dédié axé sur la création du Caucus des femmes de l'ALN, signalant une position proactive envers l'équité et la représentation des genres au sein de l'organisation. De plus, les vice-présidents régionaux ont fourni des mises à jour perspicaces, soulignant les progrès et les défis dans leurs domaines respectifs, favorisant ainsi un esprit de collaboration pour stimuler le progrès collectif à travers l'Afrique. L'engagement de l'ALN à faire progresser les principes libéraux reste inébranlable alors qu'il se lance dans un voyage de transformation en 2024.

»»» RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale de 2023 a constitué un moment charnière pour l'ALN dans l'évaluation de ses stratégies, de ses performances et de son impact au cours des deux dernières décennies. Les résolutions et amendements apportés lors de cette Assemblée guideront l'orientation future du Réseau, garantissant sa pertinence, son unité et son efficacité en tant qu'entité politique de premier plan en Afrique. Le secrétariat travaille à la mise à jour de la constitution et la soumettra à l'EXCOMM pour adoption et approbation. Ces résolutions ont ouvert la voie à une année dynamique à venir.



»»» L'ALN VA DE L'AVANT AVEC LA CRÉATION DE COMITÉS CLÉS

Dans le but de renforcer ses efforts de plaidoyer et de promouvoir les valeurs libérales en Afrique, le Secrétariat du Réseau libéral africain (ALN) a lancé les bases de la création de comités sur le commerce, l'État de droit et les droits de l'homme. Cette décision stratégique souligne l'engagement de l'ALN à résoudre les problèmes urgents liés au développement économique, aux cadres juridiques et aux droits humains fondamentaux à travers le continent.

Dans une démarche proactive visant à assurer le succès de ces comités, le Secrétariat a engagé les membres de l'ALN en partageant un projet de règlement intérieur, en invitant à des commentaires constructifs et en encourageant une participation active à l'élaboration des cadres opérationnels. Cette approche inclusive favorise non seulement la transparence, mais garantit également que les comités sont bien équipés pour remplir efficacement leur mandat.

De plus, reconnaissant l'importance d'un leadership fort pour faire avancer ces comités, le Comité exécutif de l'ALN a décidé de lancer un appel aux personnes intéressées pour qu'elles expriment leur volonté d'assumer des postes de direction. Cette décision vise à élargir le bassin de candidats qualifiés et à former une équipe de direction diversifiée reflétant les valeurs et les aspirations de l'ALN.

La création de ces comités marque une étape importante dans le parcours de l'ALN vers la promotion du commerce, le respect de l'État de droit et la sauvegarde des droits de l'homme en Afrique. Alors que l'ALN continue de galvaniser le soutien et de favoriser la collaboration entre ses partis membres, ces comités sont prêts à jouer un rôle central dans la promotion des principes libéraux et dans la conduite de changements positifs à travers le continent.

»» L'ALN POURSUIT SES EFFORTS POUR LUTTER CONTRE LA DÉSINFORMATION À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS

Le Secrétariat du Réseau Libéral Africain (ALN) a signalé des progrès significatifs dans la création d'un groupe de travail pour son projet de désinformation, visant à renforcer la résilience des partis politiques libéraux en Afrique contre la désinformation lors des élections. Plusieurs pays se sont proposés pour participer à cette initiative, démontrant ainsi leur ferme détermination à lutter contre la propagation des fausses nouvelles et à garantir l'intégrité des processus électoraux.

Les pays suivants ont exprimé leur intérêt pour le projet et serviront de groupe de travail : Mauritanie (RPM), Afrique du Sud (DA), Kenya (ODM), Zambie (UPND), Soudan (SF), Ghana (PPP), Maroc (MP), Malawi (FDD), Swaziland (AUDP), Guinée (UFDG), Burkina Faso (ADF-RDA) et Congo Brazzaville (MR). Ces nations joueront un rôle central en dirigeant les efforts visant à renforcer la capacité des partis politiques libéraux à contrer efficacement les campagnes de désinformation.



En outre, le Secrétariat a défini le public cible des prochaines sessions de formation, en se concentrant sur les secrétaires aux relations publiques/publicité ou les agents chargés de la communication au sein de ces partis. Cette approche stratégique garantit que les personnes ayant accès aux plateformes de communication internes et externes disposent des compétences et des connaissances nécessaires pour relever les défis posés par les fausses nouvelles.

En collaboration avec la Westminster Foundation for Democracy, partenaire du projet, la prochaine phase de l'initiative devrait commencer en attendant l'approbation de ses programmes au cours du nouvel exercice financier commençant en avril 2024.

Le projet vise à atteindre plusieurs objectifs clés, notamment le renforcement des partis la résilience, en sensibilisant à l'impact des fausses nouvelles sur les processus démocratiques et en favorisant la collaboration entre les partis libéraux, les organisations de la société civile et les experts en technologie pour développer des solutions innovantes.

»»AUTONOMISER LES FEMMES:TRACER LA VOIE POUR LE LEADERSHIP DES FEMMES DANS L'ALN

Le Réseau Libérale Africain a fait un pas décisif vers la parité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes leaders dans ses rangs. La création du caucus des femmes de l'ALN à l'Assemblée générale de 2023 annonce une nouvelle ère d'inclusion et de représentation.

La création du Caucus des femmes permettra aux femmes des partis membres de l'ALN de s'engager, de collaborer et de défendre l'égalité des sexes et les droits des femmes. Grâce à cette initiative, nous cherchons à amplifier la voix des femmes, à relever les défis liés au genre et à promouvoir le leadership et la participation des femmes dans les processus décisionnels politiques.

Khadija oum El-Morabit, présidente du Réseau international des femmes libérales, mène la charge. Son expertise et ses conseils seront précieux pour guider le comité vers ses objectifs. La composition diversifiée du comité, y compris les membres du COMEX et les représentants des partis membres ayant de fortes ligues féminines, assure une approche globale du développement du caucus.



Une fois terminé, le rapport du groupe de travail introduira les nouveaux textes dans la constitution de l'ALN. Ces modifications, ainsi que d'autres modifications approuvées, seront présentées au COMEX pour ratification. Ce processus marque un moment charnière dans l'histoire de l'ALN, alors qu'elle évolue pour mieux représenter et servir ses membres diversifiés.

»»» L'ALN S'ASSOCIE À DA, FNF ET DLDP POUR UNE MISSION D'OBSERVATION ÉLECTORALE EN AFRIQUE DU SUD

ALN est fier d'annoncer son partenariat avec l'Alliance démocratique (DA), le Programme danois pour la démocratie libérale (DLDP) et la Fondation Friedrich Naumann (FNF) pour la prochaine mission d'observation des élections sud-africaines.

La mission vise à surveiller et évaluer le processus électoral en Afrique du Sud, en contribuant au renforcement des pratiques démocratiques et en favorisant la coopération internationale dans les efforts d'observation des élections. L'ALN invite ses partis membres à participer à cette initiative importante, offrant l'opportunité de s'engager directement dans la promotion des valeurs et des principes démocratiques. Cette mission sera similaire à la mission d'observation de l'élection présidentielle menée le 16 novembre 2023 dans le cadre de la mission d'observation internationale libérale à Madagascar.

Les partis membres intéressés sont encouragés à postuler via un lien dédié qui sera partagé avec eux pour faciliter leur implication dans cette mission vitale d'observation des élections.

»»» L'ALN EXHORTE LES PARTIS MEMBRES À REMPLIR LEURS OBLIGATIONS D'ADHÉSION

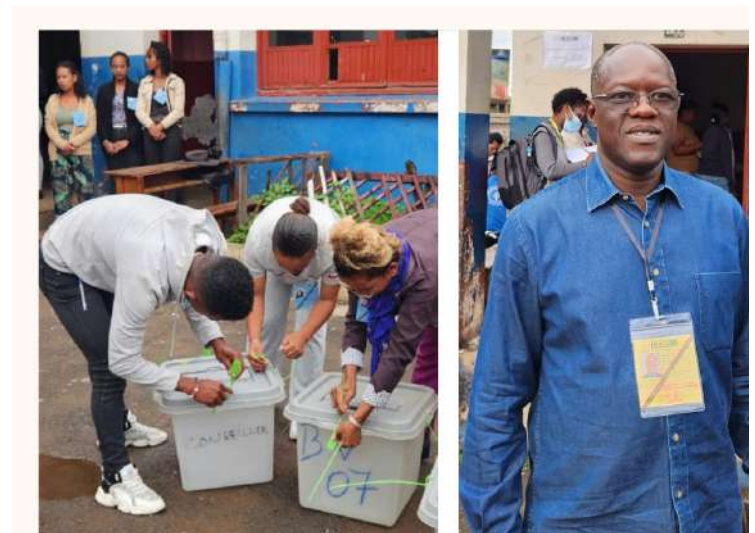
Le Réseau Libéral Africain (ALN) appelle ses partis membres à régler rapidement leurs cotisations dans le cadre de leur engagement envers la croissance et la durabilité continues de l'organisation. Dans une récente décision du Comité exécutif (EXCOMM), il a été décidé d'augmenter les cotisations des membres à la moitié du montant requis par la constitution de l'ALN, reflétant ainsi la fin de la période pandémique et assurant la résilience financière de l'ALN. On peut rappeler que les cotisations ont été réduites à 200 \$ US en guise de palliatif pour amortir les effets de la pandémie.

À compter d'aujourd'hui, les membres observateurs et les membres associés doivent payer 250 \$ US, tandis que les membres à part entière paieront 500 \$ US par an.

En outre, dans le but de régler les cotisations impayées et de rationaliser les processus financiers, l'EXCOMM a autorisé le Secrétariat à facturer aux partis membres toutes les cotisations impayées de 2020 à 2024.

Alors que l'ALN se prépare pour sa prochaine Assemblée générale électorale en 2024, il est rappelé aux partis membres que le respect des obligations d'adhésion est essentiel. Pour faire respecter cela, l'EXCOMM propose que les membres défaillants ne soient pas autorisés à voter à l'Assemblée générale. De plus, le soutien logistique aux membres défaillants assistant à l'Assemblée générale ne sera pas subventionné.

Veillez payer les frais immédiatement sur le compte bancaire du réseau fourni par le Secrétariat. Le paiement peut être effectué par virement bancaire, Paypal ou tout autre moyen électronique.



»»»ARTICLE

»»»L'ÉCART PERSISTANT ENTRE LES SEXES DANS LE LEADERSHIP EN AFRIQUE DE L'EST : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DE PROGRÈS PAR L'HON. IRENE MAYAKA, KENYA

Résumé :

Les femmes restent nettement sous-représentées dans les postes de direction en Afrique de l'Est. Cet article explore l'état actuel de l'écart entre les sexes en matière de leadership, les défis auxquels les femmes sont confrontées et les solutions possibles pour atteindre une plus grande équité. Malgré des développements positifs, les normes culturelles, l'accès inégal aux ressources et la stigmatisation sociale continuent d'entraver l'avancement des femmes. L'article examine les initiatives entreprises par des pays comme le Kenya et l'Ouganda pour relever ces défis. Il conclut qu'une approche à plusieurs volets, y compris des changements de politiques, des investissements dans l'éducation, des changements culturels et un soutien aux organisations de femmes, est nécessaire pour atteindre la parité des sexes dans le leadership à travers l'Afrique de l'Est.

Introduction :

À l'échelle mondiale, les femmes sont nettement sous-représentées dans la participation politique et le leadership. L'Organisation des Nations Unies pour les femmes estime qu'il faudra environ 130 ans pour atteindre l'égalité des sexes aux plus hautes fonctions de direction politique. Cette sous-représentation est également évidente en Afrique de l'Est, où, malgré la croissance économique récente, un écart persistant entre les sexes persiste dans les rôles de leadership au sein du gouvernement, des entreprises et de la société civile.

Le paysage actuel :

Bien qu'il y ait eu des développements positifs, les statistiques brossent un tableau clair de l'écart entre les sexes. Les femmes occupent un nombre disproportionné de sièges parlementaires et de postes de direction au sein des entreprises d'Afrique de l'Est. Les normes culturelles qui limitent les femmes aux tâches domestiques, l'accès inégal à l'éducation et aux ressources, et le manque de programmes de mentorat contribuent tous à cette disparité. Cette sous-représentation a un impact manifestement négatif. Lorsque les femmes sont exclues des tables de décision, leurs perspectives et leurs talents sont perdus, ce qui entrave le développement économique et le progrès social.



Défis auxquels font face les femmes :

Plusieurs facteurs contribuent à la sous-représentation des femmes dans le leadership :

- **Obstacles culturels** : Les rôles traditionnels liés au sexe limitent souvent les femmes aux tâches domestiques, ce qui limite leurs possibilités d'éducation et d'avancement professionnel.
- **Accès inégal aux ressources** : Les femmes peuvent ne pas avoir accès à une éducation de qualité, à des programmes de mentorat et aux ressources financières nécessaires pour occuper des postes de direction.
- **Stigmatisation sociale** : Les préjugés sociétaux à l'égard des dirigeantes peuvent décourager les femmes d'aspirer à des postes de direction et les empêcher d'être prises au sérieux.

»»»ARTICLE

Kenya : Le mouvement du G7, lancé par les femmes gouverneurs kenyanes, vise à accroître la représentation des femmes au gouvernement. Leur stratégie se concentre sur le développement socio-économique, la bonne gouvernance et l'accès à la justice, avec l'objectif d'avoir 16 femmes gouverneurs sur 47 comtés.

Ouganda : La constitution et les lois ougandaises favorisent l'égalité des sexes, ce qui a entraîné un nombre important de femmes occupant des postes au sein du gouvernement, en particulier au niveau local. Des efforts continus pour aborder les normes sociales, promouvoir les opportunités économiques pour les femmes et améliorer l'accès aux soins de santé sont essentiels pour progresser durablement.

Tanzanie : Bien que la Tanzanie soit confrontée à des défis, son score sur l'indice mondial de l'écart entre les sexes s'est constamment amélioré ces dernières années.

D'autres pays de la région sont confrontés à des obstacles plus importants :

Burundi : Malgré les lois promouvant l'emploi féminin et les quotas pour les femmes au gouvernement, les pratiques traditionnelles continuent de freiner les femmes.

République démocratique du Congo (RDC) : La RDC est très mal classée dans l'indice des inégalités entre les sexes, avec une sous-représentation significative des femmes en politique, des opportunités économiques et une forte prévalence de la violence sexiste.

Somalie et Somaliland : Des normes patriarcales profondément enracinées et un accès limité à l'éducation et aux possibilités de travail créent des défis importants pour l'égalité des sexes dans ces pays.



Soudan : Le Soudan est confronté à des défis similaires à ceux de la Somalie, avec des normes patriarcales profondément ancrées, des pratiques comme le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines (MGF), et un manque de données sur les questions de genre entravant les progrès.

Comblent l'écart :

Une approche à plusieurs volets est nécessaire pour combler l'écart entre les sexes en matière de leadership en Afrique de l'Est.

Politique et législation : La mise en œuvre de quotas pour la représentation des femmes au Parlement et dans les conseils d'administration peut créer un espace pour la voix des femmes.

Éducation et mentorat : Investir dans l'éducation des filles et offrir des programmes de mentorat peut aider les femmes à réaliser leurs aspirations en matière de leadership.

Changement des normes culturelles : La promotion de campagnes de sensibilisation et de dialogues communautaires peut remettre en question les rôles traditionnels des femmes et encourager une plus grande acceptation du leadership féminin.

Organismes de soutien : Les organismes voués au développement du leadership des femmes doivent être soutenus et habilités à poursuivre leur travail essentiel.

Conclusion :

L'Afrique de l'Est a le potentiel de bénéficier énormément de la pleine participation des femmes au leadership. En démantelant les obstacles qui les freinent, la région peut libérer son plein potentiel et créer un avenir plus équitable et prospère pour tous ce qui indique des progrès vers l'égalité des sexes

NOUVELLES DE LA RÉGION

»»» RÉGION AFRIQUE DU NORD JAWAD CHAFIL , VICE-PRÉSIDENT

En Afrique du Nord, le paysage politique regorge de développements et de défis qui façonnent la trajectoire de la région. L'Africa Liberal Network (ALN) suit de près la situation, notamment en ce qui concerne les nouvelles adhésions potentielles du parti égyptien ADL. Compte tenu de l'environnement politique complexe de l'Égypte et des obstacles rencontrés par les partis libéraux, une réflexion approfondie est menée avant toute prise de décision.

Parallèlement, la récente nomination de la Mauritanie à la présidence de l'Union africaine (UA) témoigne de son influence croissante dans les affaires régionales, offrant l'opportunité de défendre les droits de l'homme et les initiatives de développement à l'échelle du continent. De même, la présidence du Maroc au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (UNHRC) permet au pays de plaider en faveur des programmes mondiaux en matière de droits de l'homme et de renforcer son engagement à favoriser une culture de respect des droits de l'homme.

Cependant, les actions de l'Algérie, notamment concernant ses relations avec le Mali et les pays voisins, ont suscité des inquiétudes quant à la stabilité régionale. Le bureau Afrique du Nord du Réseau Libéral Afrique exhorte l'Algérie à donner la priorité à la coopération pacifique avec ses voisins pour la prospérité et la stabilité de la région.

Par ailleurs, Rabat a accueilli la réunion des libéraux arabes en mars 2024, organisée par la Fondation Friedrich Naumann (FNF). L'événement comprenait un séminaire sur la migration et l'Assemblée générale du Réseau libéral Al- Hurriyya (AHLN), favorisant le dialogue et la coopération entre les mouvements libéraux de la région.

Enfin, une proposition a été soumise à l'Union Constitutionnelle (UC) pour accueillir une réunion du comité exécutif de l'ALN au Maroc, soulignant l'importance croissante de la région dans la politique libérale et la coopération internationale.

»»» RÉGION AFRIQUE CENTRALE- RUDY MANDIO , VICE-PRÉSIDENT

Au cœur de la région de l'Afrique centrale, les événements récents ont suscité à la fois espoir et inquiétude dans les cercles politiques. Les conséquences des élections de décembre 2023 en République démocratique du Congo (RDC) ont amené de nombreuses personnes à s'interroger sur l'intégrité du processus électoral. Les partis de la coalition d'opposition ont exprimé leurs griefs concernant des irrégularités présumées et un manque de transparence, citant des cas d'intimidation et de manipulation des électeurs. Bien qu'elle soit confrontée à d'immenses défis pour assurer une représentation équitable, l'opposition reste ferme dans son engagement envers les valeurs démocratiques et dans la responsabilisation du gouvernement. Parallèlement, le Parti libéral-démocrate du Burundi a exprimé son intérêt à rejoindre le Réseau libéral africain (ALN), signalant un changement potentiel dans la dynamique politique régionale. De plus, la coalition Lamuka se prépare pour son congrès en avril 2024, soulignant les efforts en cours pour consolider les alliances politiques et plaider en faveur de réformes démocratiques dans la région.



NOUVELLES DE LA RÉGION

»»»RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST- OUSMANE BEN FANA TRAORÉ, VICE-PRÉSIDENT

Dans la région de l'Afrique de l'Ouest, les incertitudes politiques planent sur le Mali, le Burkina Faso et le Niger, la situation des élections dans ces pays restant incertaine. Les allégations d'implication politique dans des coups d'État militaires exacerbent encore les défis auxquels ces pays sont confrontés.

Au milieu de ces circonstances tumultueuses, le Réseau Libéral Africain (ALN) a silencieusement apporté son soutien au Dr Ablasse Ouedraogo au Burkina Faso, qui risquait d'être arrêté. Malgré les efforts déployés pour négocier sa libération et défendre ses droits humains, les résultats n'ont pas été obtenus, ce qui a incité l'ALN à adopter une approche plus discrète pour éviter une escalade des tensions.

Au Sénégal, cependant, une évolution positive est apparue puisque les problèmes électoraux ont été résolus, ouvrant la voie à des élections qui auront lieu le 24 mars. L'ALN félicite le Président du Sénégal pour avoir défendu la démocratie et mis en œuvre les décisions conformes au Conseil constitutionnel, signalant une lueur d'espoir au milieu des incertitudes régionales.



»»»AFRIQUE AUSTRALE, STENAH SHAMPILE VICE-PRÉSIDENT

Alors que l'Afrique du Sud se prépare pour ses prochaines élections nationales prévues pour le 29 mai 2024, les préparatifs battent leur plein dans tout le pays. L'élection, qui marque un moment important dans le processus démocratique du pays, devrait attirer l'attention tant au niveau national qu'international.

Le parti membre d'ALN, l'Alliance démocratique, s'engage activement dans des stratégies de campagne, ralliant des partisans et décrivant leurs plateformes pour gagner la confiance et les votes de l'électorat. Le parti intensifie également ses efforts pour présenter sa vision de l'avenir de la nation et aborder les problèmes urgents auxquels l'Afrique du Sud est confrontée.

Les principales parties prenantes, y compris les responsables électoraux, les organisations de la société civile et les observateurs internationaux, suivent de près les préparatifs pour assurer un processus électoral libre, équitable et transparent. Avec les yeux du monde sur l'Afrique du Sud, il y a un accent collectif sur le maintien des principes démocratiques et la sauvegarde de l'intégrité de l'élection.

Au milieu des préparatifs, ALN se concentre également sur la promotion des relations internationales et de la collaboration. Récemment, le vice-président de l'Afrique australe, Stenah Shampile, a tendu la main au Mouvement pour la démocratie du Botswana (BMD) pour rétablir leur lien et renforcer les liens au sein de la sphère politique libérale.





»»» MISE À JOUR DES COORDONNÉES DES MEMBRES : AVEZ-VOUS LE DROIT DE VOTE ?

En préparation de l'Assemblée générale électorale de 2024 et dans le but de continuer à se positionner comme le groupe de réflexion suprême sur les idéaux libéraux sur le continent, il est crucial que les coordonnées soient tenues à jour, car nous informons les membres directement par courrier électronique et, si nécessaire, par d'autres moyens de communication basés sur les informations contenues dans le registre des membres.

Veillez envoyer des informations actuelles sur vos partis en cliquant sur le lien ci-dessous pour remplir le formulaire de coordonnées des membres.

<https://forms.gle/Csb8t4ZaXJBD6lha6>

»»» APPEL À BÉNÉVOLES POUR LES MÉDIAS ET LES JOURNALISTES

Êtes-vous journaliste ? Partagez-vous les valeurs libérales ? L'ALN appelle les membres du réseau qui sont journalistes à soutenir le rayonnement et les campagnes du réseau en promouvant notre travail et nos activités sur leurs plateformes. Si vous souhaitez rejoindre le groupe ALN Media, veuillez envoyer un e-mail au Secrétariat de l'ALN, sola@africaliberalnetwork.org avec ALN Media comme sujet de votre e-mail.

»»» APPEL À HISTOIRES : PARTAGEZ VOTRE SUCCÈS AVEC LE BULLETIN TRIMESTRIEL ALN

Alors que nous nous préparons pour la prochaine édition de notre bulletin trimestriel, nous sommes heureux d'inviter tous les partis membres à contribuer leurs histoires, leurs succès ou même à écrire des articles ou des articles d'opinion.

Vos expériences, vos initiatives et vos réalisations sont au cœur des progrès de notre réseau, et nous croyons que les partager à travers notre bulletin peut inspirer et informer les autres au sein de notre communauté. Qu'il s'agisse d'une étape importante d'un projet, d'une campagne réussie, d'un changement de politique révolutionnaire ou de toute autre initiative digne de mention, nous voulons vous entendre.

En présentant vos histoires, nous visons à :

1. Souligner la diversité des activités et des réalisations dans l'ensemble de notre réseau.
2. Fournir des idées précieuses et des pratiques exemplaires aux autres partis membres.
3. Favoriser la collaboration et la solidarité au sein de notre communauté.

Si vous ou votre partie avez une histoire à partager, nous vous encourageons à la soumettre pour considération avec des images pertinentes ou des documents à l'appui dans notre prochain bulletin et les pages de médias sociaux. Veuillez inclure les coordonnées pour de plus amples renseignements ou des suivis.

Veillez envoyer vos soumissions à sola@africaliberalnetwork.org avec la ligne d'objet "ALN Newsletter Submission - [Your party/Name].

Nous vous remercions de votre soutien continu et de vos contributions à l'ALN. Ensemble, nous pouvons continuer à faire progresser nos objectifs communs et à créer des changements positifs dans notre réseau.



À PROPOS DU RÉSEAU LIBÉRAL AFRICAIN

Le Réseau Libéral Africain (RLA) est une coalition de partis politiques libéraux à travers l'Afrique, dédiés à la promotion des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de la liberté économique sur le continent. Engagé à favoriser la collaboration entre les partis libéraux, l'ALN œuvre à créer un paysage politique plus ouvert et progressiste en Afrique.

Contact:

Olusola Folayan

Coordinatrice du Réseau,

Réseau Libéral Africain

admin@africaliberalnetwork.org

www.africaliberalnetwork.org

Ceci est une publication du Réseau Libéral Africain

